

N° 5103

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2002-2003

---

---

## PROJET DE LOI

portant création d'un établissement public nommé  
„Centre de Musiques Amplifiées“

\* \* \*

(Dépôt: le 11.3.2003)

### SOMMAIRE:

|   | <i>page</i> |
|---|-------------|
| 1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (5.3.2003) ..... | 1           |
| 2) Texte du projet de loi .....                 | 2           |
| 3) Exposé des motifs.....                       | 4           |
| 4) Commentaire des articles .....               | 8           |

\*

### ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

*Article unique.*— Notre Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche est autorisée à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi portant création d'un établissement public nommé „Centre de Musiques Amplifiées“.

Palais de Luxembourg, le 5 mars 2003

*La Ministre de la Culture,  
de l'Enseignement supérieur  
et de la Recherche,*

Erna HENNICOT-SCHOEPGES

HENRI

\*

## TEXTE DU PROJET DE LOI

**Art. 1er.**– Il est créé un établissement public sous la dénomination „Centre de Musiques Amplifiées“ ci-après désigné „Centre“. Le Centre dispose de la personnalité juridique et jouit de l'autonomie financière et administrative, sous la tutelle du ministre ayant la culture dans ses attributions.

Le Centre gère l'immeuble dénommé „Centre de Musiques Amplifiées“ à Esch-Belval mis à sa disposition par l'Etat, ceci conformément à la destination des espaces.

Le siège de l'établissement est fixé à Esch-sur-Alzette.

**Art. 2.**– Le Centre a pour missions:

- l'exploitation de l'immeuble mis à disposition par l'Etat dans le respect de sa vocation prioritaire de servir à la réalisation et à l'organisation de concerts de musique amplifiée;
- la promotion de la création artistique par la mise à disposition d'espaces et de dispositifs d'accompagnement à des musiciens professionnels et amateurs.

Subsidiairement, le Centre peut servir l'organisation de manifestations de tout genre.

Le Centre peut réaliser des publications en relation avec la musique amplifiée ainsi que des produits sonores, audiovisuels ou informatiques sur tous supports existants ou à venir et gérer leur exploitation. Les installations d'enregistrement peuvent être mises à disposition de tiers.

Pendant la phase de construction de l'immeuble et lors d'éventuels travaux de modification, le Centre conseille le maître de l'ouvrage.

Avant l'achèvement de l'immeuble mis à disposition par l'Etat, le Centre organise la préfiguration de ses activités futures.

En vue de l'exécution de ses missions, le Centre est autorisé à conclure des contrats avec l'Etat ainsi qu'avec des personnes physiques ou morales, à s'associer avec des partenaires des secteurs public ou privé, personnes physiques ou morales, et à adhérer à des organisations nationales ou internationales.

**Art. 3.**– (1) Le Centre est administré par un conseil d'administration composé de neuf membres dont:

- quatre membres représentant le ministre de tutelle;
- un membre représentant le ministre ayant le budget dans ses attributions;
- trois personnalités du secteur privé reconnues pour leur compétence en matières culturelle ou de gestion d'entreprise;
- un représentant de la Ville d'Esch-sur-Alzette.

(2) Ne peuvent devenir membres du conseil d'administration le ou les fonctionnaires qui, en vertu de leurs fonctions, sont appelés à surveiller ou à contrôler le Centre ou qui, en vertu des pouvoirs leur délégués, approuvent des actes administratifs de l'établissement ou signent des ordonnances de paiement ou toute autre pièce administrative entraînant une dépense de l'Etat en faveur de l'établissement.

(3) Les membres du conseil d'administration sont nommés et révoqués par le Grand-Duc sur proposition du Conseil de Gouvernement. Ils sont nommés pour une durée de cinq ans, renouvelable à son terme.

(4) Le président et le vice-président sont désignés par le Conseil de Gouvernement. Le président représente le Centre dans tous les actes publics et privés.

(5) En cas de vacance d'un siège de membre, il est pourvu dans le délai d'un mois à la nomination d'un nouveau membre qui achève le mandat de celui qu'il remplace.

(6) Le conseil d'administration peut choisir un secrétaire administratif hors de son sein. Il a en outre la faculté de recourir à l'avis d'experts qui peuvent, à la demande du conseil d'administration, assister avec voix consultative au même conseil.

(7) Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président, aussi souvent que les intéressés du Centre l'exigent, et au moins une fois tous les trois mois. Il doit être convoqué à la demande de trois de ses membres.

(8) Le conseil d'administration ne peut prendre de décisions que si la majorité de ses membres est présente. Les décisions sont prises à la majorité simple. En cas d'égalité des voix, celle du membre qui assure la présidence est prépondérante.

(9) Les indemnités et jetons de présence des membres et participants aux réunions du conseil d'administration sont fixés par le Conseil de Gouvernement et sont à charge du Centre.

**Art. 4.**– Le conseil d'administration prend toutes les décisions en relation avec la gestion du Centre, sous réserve de l'approbation du ministre de tutelle pour ce qui est des points suivants:

- a) la politique générale du Centre dans l'accomplissement de sa mission;
- b) l'engagement et le licenciement du directeur et du personnel dirigeant;
- c) la grille des emplois et leur classification ainsi que le niveau de rémunération du personnel;
- d) l'acceptation et le refus des dons et legs;
- e) les budgets d'exploitation et d'investissement et les comptes de fin d'exercice;
- f) les conventions à conclure avec l'Etat;
- g) les actions judiciaires qui sont intentées et défendues au nom du Centre par le président du conseil d'administration qui représente le Centre dans tous les actes publics et privés.

**Art. 5.**– (1) La direction du Centre est confiée à un directeur. Il exécute les décisions du conseil d'administration et assure la gestion courante du Centre.

(2) Le directeur est le chef hiérarchique du personnel et il est habilité à soumettre au conseil d'administration des propositions en matière d'engagement et de licenciement du personnel.

(3) Les relations entre le Centre et son directeur, respectivement son personnel, employés comme salariés ou non, à durée ou tâche déterminée ou non, sont régies par des contrats de droit privé.

(4) Le directeur assiste aux réunions du conseil d'administration avec voix consultative sur demande du conseil d'administration.

**Art. 6.**– (1) Le Centre peut notamment disposer des ressources suivantes:

- a) des contributions financières allouées à charge du budget de l'Etat;
- b) des revenus d'exploitation et de manifestations;
- c) des revenus provenant de la réalisation et de la diffusion de produits imprimés, sonores, audiovisuels ou informatiques sur tous supports existants ou à venir;
- d) de la location et de la mise à disposition des installations;
- e) des recettes pour prestations et services fournis;
- f) des dons et legs en espèces et en nature.

(2) Le conseil d'administration arrête annuellement le budget du Centre et le soumet au ministre de tutelle avant le premier avril de l'année précédant l'exercice en question.

(3) Des locaux, des installations et des équipements, appartenant à l'Etat ou loués par l'Etat, peuvent être mis à la disposition de Centre.

**Art. 7.**– (1) Les comptes du Centre sont tenus selon les principes et les modalités de la comptabilité commerciale. L'exercice coïncide avec l'année civile. A la clôture de chaque exercice, le directeur établit un projet de bilan et un projet de compte de profits et pertes.

(2) Un réviseur d'entreprise, désigné par le Gouvernement en conseil, est chargé de contrôler les comptes du Centre et la régularité des opérations effectuées et des écritures comptables. Le réviseur d'entreprise doit remplir les conditions requises par la loi du 28 juin 1984 portant organisation de la profession de réviseur d'entreprise. Son mandat est d'une durée de trois ans et il est renouvelable. Sa rémunération est à charge du Centre. Il remet son rapport au conseil d'administration pour le quinze mars. Il peut être chargé par le conseil d'administration de procéder à des vérifications spécifiques.

(3) Pour le premier mai au plus tard, le conseil d'administration présente au Gouvernement les comptes de fin d'exercice accompagnés d'un rapport circonstancié sur la situation et le fonctionnement du Centre, ainsi que du rapport du réviseur d'entreprise.

(4) La décharge du conseil d'administration est donnée par le Gouvernement en conseil et elle est acquise de plein droit si ce dernier n'a pas pris de décision dans le délai de deux mois.

(5) Le Centre est soumis au contrôle de la Cour des comptes quant à l'emploi conforme des concours financiers publics qui lui sont affectés.

**Art. 8.**– Le Centre est affranchi de tous impôts et taxes au profit de l'Etat et des communes, à l'exception des taxes rémunératoires, de la taxe de la valeur ajoutée et sous réserve qu'en matière d'impôt sur le revenu des collectivités et de l'impôt commercial, le Centre reste passible de l'impôt dans la mesure où il exerce une activité à caractère industriel et commercial.

Le Centre peut demander la restitution de la retenue d'impôts sur le revenu des capitaux prévus à l'article 150 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu. A cet effet, à l'article 150 de la loi précitée, les termes „la Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte“ sont modifiés et complétés comme suit: „la Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte et le Centre de Musiques Amplifiées.“

Les actes passés au nom et en faveur du Centre sont exempts des droits de timbre, d'enregistrement, d'hypothèque et de succession.

Les dons en espèces faits au Centre sont déductibles comme dépenses spéciales conformément à l'article 109 de la loi du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu. A cet effet, à l'article 112, alinéa 1er, numéro 1 de la loi précitée, les termes „la Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte“ sont modifiés et complétés comme suit: „la Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte et le Centre de Musiques Amplifiées.“

\*

## EXPOSE DES MOTIFS

En l'occurrence, il s'agit de définir les missions et la structure de gestion du Centre des Musiques Amplifiées à construire sur la friche industrielle de Belval-Ouest à Esch-sur-Alzette.

Le nom de „Centre de Musiques Amplifiées“ a été substitué à celui de „Rockhal“ qui semble par trop limitatif. Quant à la notion de „musiques amplifiées“, fédératrice de moult genres de musiques dites „modernes“, la définition suivante, proposée par un sociologue-chercheur français (M. Marc Touche du CNRS), paraît assez explicite: „*Les musiques amplifiées ne désignent pas un genre musical en particulier, mais se conjuguent au pluriel pour simplifier un ensemble de musiques et de pratiques sociales qui utilisent l'électricité et l'amplification sonore comme élément majeur des créations musicales et des modes de vie. A la différence des musiques acoustiques qui nécessitent l'appoint ponctuel de sonorisation pour une plus large diffusion, les musiques amplifiées sont créées, jouées à partir de la chaîne technique constituée par les micros, la pré-amplification, l'amplification et les haut-parleurs. S'y côtoient les musiques de recherche, les diverses formes de rock, jazz, blues, reggae, chanson, hip-hop, rap etc.: tous révèlent les dérivés de la culture rock.*“

Dans l'accomplissement de ses missions, le Centre de Musiques Amplifiées devra développer une identité propre et établir des coopérations concrètes et durables. Il s'agira de réaliser une structure valable et compétitive dans le contexte de la Grande-Région. Avec la capacité d'accueil et le potentiel de manifestations telles que proposées, le Centre de Musiques Amplifiées constituera non seulement un créneau alternatif aux structures ou futures réalisations du Grand-Duché, mais également aux structures existantes de la Grande-Région. En effet, notre pays et la proche région frontalière ne disposent d'aucune structure comparable (salles de concerts avec centre de ressources traitant les aspects socio-culturel et éducatif).

A côté de la réelle nécessité d'une grande salle pour les manifestations de musiques amplifiées ou autres manifestations publiques, il existe un besoin concret pour une structure d'accueil pour tous genres d'organisations dépassant l'envergure des petites salles et lieux de concerts ou structures populaires et culturelles, sans pour autant atteindre les très grandes dimensions.

C'est dans cette optique que la gestion du Centre de Musiques Amplifiées devra avoir comme but la mise en place d'une programmation complémentaire à celle d'autres structures comme la „Coque“ et la „Kulturfabrik“ au Luxembourg, le Galaxie à Amnéville, la „Saarlandhalle“ et le „Neufang Kulturfabrik“ à Saarebruck, le Zénith à Nancy la „Tufa“ de Trèves ou encore l'Entrepôt d'Arlon.

Le projet culturel et artistique du Centre de Musiques Amplifiées ayant été défini dans l'exposé des motifs relatif au projet de loi autorisant la construction du Centre, il est proposé de le reproduire en l'espèce:

### **A) Les objectifs**

#### **• Objectifs généraux**

Le Centre de Musiques Amplifiées se définit à la fois comme un lieu de spectacles, de pratique artistique, de répétition, de création, un lieu de rencontre, d'information, d'échanges et de réflexion, un espace d'expérimentation et d'encouragement à l'initiative.

Le Centre de Musiques Amplifiées sera consacré à toutes les formes d'expressions croisant les musiques amplifiées et s'adressera à un large public diversifié en accueillant des musiciens professionnels aussi bien qu'amateurs.

Il aura comme objectifs:

- de créer l'environnement le plus favorable possible pour le développement et l'exécution de concerts-spectacles et de projets artistiques de musiciens et de groupes internationaux et nationaux;
- de favoriser la rencontre et les croisements entre public et artistes dans un espace adapté à un mode d'échange convivial;
- de faciliter les processus d'émergence et de création artistique musicale par des formules adaptées de diffusion, de production, d'accompagnement et de formation;
- de contribuer au niveau national à l'aide à la professionnalisation des artistes et des acteurs du secteur ainsi qu'à leur insertion professionnelle;
- de créer une dynamique privilégiant le travail en réseau à tous les niveaux – national, régional et international, favorisant ainsi des synergies entre les différents acteurs culturels;
- d'encourager et d'accompagner les initiatives transdisciplinaires;
- de contribuer à l'intégration des nouvelles technologies de l'information et de la communication comme outil de création artistique et comme outil de diffusion de programmes culturels;
- de contribuer au rayonnement culturel du Grand-Duché au-delà des frontières.

Pour répondre à ces attentes, il convient de créer des espaces de nature différente:

- un équipement de deux salles de spectacles professionnelles inséré dans le circuit international des grandes salles de concerts de musiques amplifiées;
- un équipement pour le travail de création de groupes professionnels et amateurs – salles de répétitions, studio d'enregistrements, centre de ressources (formation et information);
- un espace de convivialité, de rencontres et d'échanges.

#### **• Médiation**

Le Centre de Musiques Amplifiées sera à l'écoute des besoins et attentes du public, des artistes, des professionnels du métier et sera vigilant à l'évolution des pratiques musicales et des technologies y afférentes. Les liens entre les différents acteurs se concrétiseront dans le cadre des missions confiées et plus précisément:

Entre le public et les artistes:

- par la mise à disposition d'une infrastructure appropriée;
- par la programmation d'artistes de notoriété différente allant des plus connus à la découverte de nouveaux artistes et courants artistiques, répondant ainsi aux attentes d'un public large;
- par des choix artistiques prenant en compte l'actualité musicale, mais aussi les formes artistiques plus novatrices, la pluralité culturelle, permettant des rencontres publics/artistes variées;
- par des propositions artistiques transdisciplinaires (son, image, mouvement) et/ou des prestations artistiques diverses (concerts, performances, expositions), qui, faites au même moment dans un

même lieu, favoriseront le croisement de publics de différentes disciplines, c.-à-d. représentant un nouveau potentiel d'utilisateurs du Centre de Musiques Amplifiées.

Entre l'artiste et les professionnels du métier:

- par le soutien à la création;
- par la mise en place de résidences d'artistes;
- par la mise en place de dispositifs d'accompagnement et de formation.

- *Implications nationale, régionale, européenne*

Le Centre de Musiques Amplifiées s'engagera aux côtés de différents réseaux, soit d'organismes de concerts, soit de centres de ressources, tant au niveau national que régional et international. De même, il privilégiera le contact entre les divers acteurs (producteurs de spectacles, agents, universités, ...) en vue de la concertation et du partenariat dans les domaines les plus variés.

Source de propositions et d'échanges, la participation à ces réseaux est prépondérante dans l'activité du lieu. Elle permet la visibilité du projet au niveau national, mais permet aussi de suivre l'évolution des pratiques, de réfléchir sur les problématiques artistiques de découverte, d'innovation, de création et de formation. Elle permet également de participer à la réflexion générale de ce secteur de musique et de collaborer avec d'autres structures.

Le travail d'identification et de recensement préalable engendra un ensemble d'actions concrètes favorisant le rassemblement et la sensibilisation au niveau national aussi bien qu'international d'acteurs impliqués à différents échelons dans le développement de ces musiques. Le Centre de Musiques Amplifiées participera à la mise en place de nouvelles actions en faveur des musiques amplifiées, à la mutualisation des moyens, mais également à la visibilité d'initiatives déjà menées auparavant par différentes associations et différents équipements impliqués dans la diffusion, l'information, la création et la formation sur le secteur de ces musiques.

Des coopérations entre des structures transfrontalières pourront aboutir à des échanges d'artistes, des coproductions, des programmations croisées. Elles faciliteront la circulation des artistes et du public, la mise en place de résidences et la création d'une base de données d'artistes dans le souci d'une meilleure connaissance des pratiques artistiques et culturelles des autres pays.

## **B) Les missions**

- *Diffusion*

La première mission du Centre de Musiques Amplifiées sera de mettre à disposition une infrastructure de salles répondant aux exigences des grandes salles internationales et d'organiser des spectacles avec des artistes de renommée internationale susceptibles d'attirer un grand public d'une part, d'autre part d'organiser des manifestations musicales ou interdisciplinaires visant des publics cibles diversifiés.

Le Centre de Musiques Amplifiées s'intéressera dans sa programmation à toutes les formes d'expressions croisant les musiques amplifiées et sera attentif à tout nouveau mode d'expression artistique.

Il favorisera la rencontre entre le public et les artistes dans un espace adapté à un mode d'échange convivial en proposant une programmation éclectique.

- *Production*

Le Centre de Musiques Amplifiées apportera les outils nécessaires au processus de création par la mise à disposition d'espaces de diffusion, de répétitions et d'enregistrements, mais également par la mise à disposition d'outils multimédia (vidéos-projections, musique assistée par ordinateur, etc.). La grande salle doit par ailleurs prévoir des équipements techniques pour des enregistrements.

Le Centre de Musiques Amplifiées favorisera les rencontres entre des artistes de disciplines différentes en vue de créations collectives.

- *Répétition*

Le Centre de Musiques Amplifiées permettra aux groupes de travailler dans des espaces adaptés à la répétition de groupes amplifiés ou acoustiques.

Il permettra, grâce à des espaces différents, la rencontre entre musiciens amateurs et professionnels.

Il incitera les musiciens à se former et à progresser, tant sur le plan technique qu'artistique. La proximité immédiate de la salle de spectacles permettra en outre de travailler la mise en espace du spectacle.

La répétition aura un lien direct avec le centre de ressources. En effet, le temps de la répétition est également un moment où les musiciens traitent des questions d'ordre promotionnel, c.-à-d. de la prospection des concerts à l'enregistrement de documents sonores, en passant par l'organisation d'une tournée.

#### • *Encadrement/Ressources*

Le Centre de Musiques Amplifiées développera, au sein de son centre de ressources, des formules adaptées aux besoins d'information et d'orientation des groupes de musiques amplifiées et d'artistes multimédia.

Il apportera aux musiciens les réponses leur permettant de résoudre les différents problèmes rencontrés au quotidien. En effet, les difficultés d'accès à l'information et aux moyens logistiques adaptés, comme le manque de formation artistique et technique, sont souvent des freins au développement de projets musicaux, et peuvent parfois empêcher toute perspective d'avenir.

Il orientera les groupes de musiques amplifiées en fonction de leur projet artistique, de leur parcours, de leur niveau ou de leur ambition vers des dispositifs de promotion, d'accompagnement et/ou de formations.

Il créera un environnement favorable à la réalisation des projets artistiques des musiciens, que ceux-ci se situent dans une démarche de pratiques amateurs ou de recherche de professionnalisation.

Il proposera et/ou organisera des colloques ou séminaires de travail sur des thèmes en lien avec ces missions.

Le patronage d'un artiste de grande renommée favorisera le rayonnement du centre de ressources soutenant les jeunes artistes professionnels ou en voie de professionnalisation.

#### • *Formation*

Le Centre de Musiques Amplifiées soutiendra le professionnalisme des musiciens luxembourgeois en les mettant en contact avec des groupes de renommée internationale. Le Centre de Musiques Amplifiées pourra p.ex. proposer à des groupes internationaux de commencer leur tournée à Esch-Belval en leur mettant à disposition des salles de répétitions tout en leur demandant d'être disponibles pour un échange avec des musiciens luxembourgeois en voie de professionnalisation.

En outre le Centre de Musiques Amplifiées mettra en place, en partenariat avec d'autres organismes spécialisés et les institutions existantes, des formations techniques, instrumentales, de musique assistée par ordinateur, etc. Ces formations doivent toutes être considérées comme appui aux dispositifs d'accompagnement qui seront proposés dans l'équipement.

Afin de pouvoir au mieux réaliser le projet tel que décrit ci-avant, une gestion autonome et une exploitation maximale du Centre de Musiques Amplifiées doivent être assurées. L'organisme en charge du Centre devra donc bénéficier de l'autonomie et de la flexibilité nécessaires. En s'appuyant sur les réseaux de la billetterie centrale et du service de la programmation culturelle, l'organisme devra pouvoir organiser en toute liberté, seul ou avec d'autres, ses saisons de manifestations culturelles. A côté du volet musical, l'établissement sera également responsable de l'utilisation maximale des salles et des moyens techniques et d'encadrement des artistes.

Ayant fait ses preuves ailleurs, le statut de l'établissement public, proposé pour assurer les missions telles que définies, présente des avantages certains qui sont notamment:

- l'octroi de la personnalité juridique et l'autonomie de gestion qui donnent à l'établissement la capacité de contracter en son propre nom et pour son propre compte; cela lui permet de déterminer et de formaliser sa programmation ainsi que sa politique en matière d'engagement d'effectifs, sous réserve de faire approuver certains actes par le ministre de tutelle *a priori*;
- l'octroi d'un budget propre, détaché du budget général de l'Etat qui est à la base de l'autonomie financière, qui permet à l'établissement d'effectuer une gestion et une comptabilité financières selon les pratiques du droit privé, ceci sous réserve du contrôle étatique *a posteriori*;
- un large pouvoir de décision et une grande capacité d'agir ce qui sert l'établissement dans ses relations avec des tiers;



- la faculté pour l’Etat de composer le conseil d’administration par des agents de l’administration ainsi que par des personnalités du privé et qui ont acquis des connaissances spécifiques en la matière où l’établissement est appelé à agir;
- spécialement en matière de culture, la structure semble opportune en ce qu’elle permet de faire investir le denier public dans un cadre dynamique et souple, dans le respect de l’intérêt général et sans être à la merci d’intérêts commerciaux privés.

Il semble évident que les activités du Centre de Musiques Amplifiées largement décrites ci-avant, se concilient mal avec les rigueurs et les contraintes de l’administration étatique. Aussi, le statut du Centre de Musiques amplifiées devrait-il être celui de l’établissement public.

\*

## COMMENTAIRE DES ARTICLES

### *Ad article 1er*

Cet article définit la personnalité et la capacité juridiques du Centre de Musiques Amplifiées qui devient un établissement public. Ce dernier jouit de la personnalité juridique et est doté d’une large autonomie. De sorte, le Centre de Musiques Amplifiées dispose de l’autonomie financière et administrative. Du point de vue financier, il dispose de ses propres ressources et a sa propre comptabilité, distincte de celle de l’Etat et élaborée par ses propres soins.

Sans préjudice du principe de l’autonomie, le Gouvernement exerce un pouvoir de contrôle par l’intermédiaire du ministre ayant dans ses attributions la culture. Il n’intervient pas pour autant dans la gestion journalière de l’établissement.

Pour les décisions d’envergure, un droit d’approbation est réservé au ministre compétent.

### *Ad article 2*

En tant qu’organisme autonome, l’établissement public est appelé soit à produire lui-même des manifestations et spectacles surtout musicaux, soit à collaborer avec des tiers dans l’organisation de tels événements. D’autres manifestations pourront y trouver leur place, ceci à titre accessoire.

Le Centre de Musiques Amplifiées devra encore fournir une aide d’appoint aux musiciens résidant au Luxembourg, professionnels et amateurs, ceci pendant les phases de préparation de leurs projets respectifs. Ainsi l’établissement public gèrera-t-il l’espace conçu pour les répétitions des ensembles les plus divers. Aussi des critères de sélection devront-ils être définis et mis en œuvre, ceci afin de répartir équitablement les salles à disposition. A côté de la mise à disposition des salles de répétition, les musiciens pourront encore bénéficier d’un encadrement spécifique tel que décrit plus amplement dans l’exposé des motifs.

L’établissement public sera en place bien avant l’achèvement des travaux de construction du Centre. Ainsi, une des ses premières missions sera de conseiller le maître de l’ouvrage, ceci afin de garantir que l’immeuble répondra techniquement au mieux à l’accomplissement des missions principales du Centre. Ce conseil à fournir par les responsables de la gestion du Centre sera encore nécessaire au cas où d’éventuelles modifications seraient à apporter à l’immeuble.

### *Ad article 3*

Cet article définit la composition et l’organisation du conseil d’administration de l’établissement public. La composition du conseil d’administration telle que définie peut être assurée par une majorité de membres représentant le Gouvernement. Partant, le contrôle indirect par l’Etat de l’établissement public est garanti de manière permanente, tout comme l’influence et le savoir-faire de la société civile, notamment en matière de gestion d’entreprise. Les dispositions relatives au fonctionnement du conseil d’administration sont identiques à celles régissant la majorité des établissements publics récemment créés.

### *Ad article 4*

Y sont énumérés les attributions du conseil d’administration. Ce dernier définit la politique générale de l’établissement et assume les compétences les plus larges en matière de la gestion administrative et financière. Certaines décisions y relatives doivent néanmoins être approuvées par le ministre de tutelle.



*Ad article 5*

Cet article détermine les relations entre le conseil d'administration, le directeur et le personnel de l'établissement public, respectivement entre ces derniers et l'établissement public lui-même.

*Ad article 6*

Y figure l'énumération des ressources possibles de l'établissement.

Il est prévu que l'établissement est financé notamment par des contributions financières en provenance du budget des recettes et des dépenses de l'Etat, de dons et de legs ainsi que de recettes générées par ses propres activités.

Il ressort de l'étude sur les frais de fonctionnement qu'un taux d'autofinancement important peut vite être atteint. Néanmoins, la part des ressources provenant du budget de l'Etat constituera une principale source de financement.

*Ad article 7*

Cet article ayant trait à la tenue et au contrôle des comptes de l'établissement est similaire aux dispositions y relatives pour d'autres établissements publics récemment créés.

*Ad article 8*

Les dispositions fiscales figurant à cet article sont celles qui régissent tous les établissements publics récemment créés.

